LE TEMPS

Symposium de Saint-Gall Lundi7 mai 2012

Appel des dirigeants à la prise de risque

Par Emmanuel Garessus Saint-Gall

Lors du Symposium de Saint-Gall, des chefs d'entreprises ont rappelé que sans risque la croissance est impossible

«Seule la mort correspond à l'équilibre. Le risque c'est la vie et la vie c'est le risque. Un intéressant système hors d'équilibre (biologique, écologique, sociétal, économique etc.) est autant porteur de risques de gains que de pertes, de résultats non certains créateurs de ruptures ou d'opportunités.» Telle est la définition du risque que nous fournit Didier Sornette, professeur à l'ETHZ et responsable des risques industriels.

Elle se marie bien à l'angle choisi par les participants au 42e Symposium de Saint-Gall, jeudi et vendredi derniers: «Affronter le risque». Ce, dans un contexte où beaucoup estiment qu'aujourd'hui on cherche davantage à éviter les risques ou à essayer de les supprimer par des règlements.

L'environnement a changé. La population témoigne aujourd'hui d'une réelle désillusion face au système: «Le rêve capitaliste se fragilise, mais seule la prise de risque permet de créer de la croissance et de l'emploi», selon Lord Griffiths of Fforestfach, vice-président du conseil d'administration de Goldman Sachs International et ancien responsable de la politique intérieure auprès de Margaret Thatcher.

Pourquoi cette aversion au risque? Trois raisons principales conduisent à la réduction de notre propension au risque par rapport à celle de nos grands-parents, selon Martin Taylor, président du conseil d'administration de Syngenta, numéro deux mondial de l'agrochimie. «Premièrement, nous sommes plus riches et ne voulons pas subir des pertes. Deuxièmement, nous sommes plus vieux et vivons plus longtemps, ce qui nous incite à la prudence. Enfin, la société est plus féminine. C'est en soi une bonne chose, mais pour la société dans son ensemble l'appétit au risque diminue», a-t-il expliqué.

Par ailleurs, l'énorme vague réglementaire qui s'abat sur les individus, les familles et les entreprises érige des barrières à l'innovation et à la prise de risque, selon Walter Kielholz, président du conseil d'administration de Swiss Re. Pour lui, on protège l'individu contre lui-même, mais on réduit aussi l'innovation et le progrès. «On ignore les aspects positifs du risque», a-t-il ajouté. Les règles ont aussi le tort de souvent répondre à la crise précédente et non d'anticiper les risques futurs. C'est le principe de la ligne Maginot, selon Walter Kielholz

«Le plus grand risque, c'est l'inconnu qu'on ne peut identifier et mesurer, l'inconnu inconnu», selon cet expert qui a passé sa vie à gérer les risques. Face à la crise financière, on a répondu par une baisse des taux d'intérêt et un afflux massif de liquidités. De facto, on a semé les germes de la prochaine crise, selon le président de Swiss Re. Car les assurances, les caisses de pension et les épargnants sont insuffisamment rémunérés. «Le pendule doit repartir dans l'autre sens. La

réglementation a longtemps visé une augmentation de l'efficience du système, et s'est trop fortement déplacée vers la quête de stabilité», a-t-il affirmé.

La régulation est nécessaire, mais elle n'est fréquemment qu'un instrument de protectionnisme, selon Sanjiv Goenka, patron de l'un des plus grands groupes industriels indiens. «Les décisions réglementaires manquent de transparence», a renchéri Nikolaus von Bomhard, président du conseil d'administration de Munich Re, le numéro un de la réassurance. Pourtant, une bonne régulation, c'est un bien public, selon le patron de Syngenta.

Une solution serait d'accroître le sens des responsabilités. Dans l'agrochimie, le consommateur ne peut guère juger des risques de façon objective, selon Martin Taylor: «En France aujourd'hui, la globalisation et les pesticides sont les deux principaux démons», selon lui. Or l'alcool est bien plus dangereux et il ne passerait jamais les premiers tests d'admission subis par les pesticides, affirme-t-il. Partout dans le monde, selon Walter Kielholz, «il ne peut y avoir de progrès économique si chacun n'assume pas sa propre part de risque et ses responsabilités, dans sa famille comme dans son entreprise ou dans son institution».

La finance a-t-elle assumé ses responsabilités et favorisé le progrès? Selon Paul Volcker, la dernière grande innovation financière a été l'arrivée du bancomat. «Beaucoup de produits financiers sont inutiles», a ajouté Nikolaus von Bomhard. Chaque entreprise devrait se demander si un nouveau produit crée de la valeur non seulement pour son propre portefeuille mais aussi pour toute la société, a-t-il conseillé. Pour Lord Griffiths, les produits dérivés et la titrisation sont utiles, mais ils sont mal expliqués par les banques d'investissement. Mais, selon Douglas Flint, président du conseil d'administration de HSBC, ce n'est pas la régulation qui apporte toutes les solutions. Avec Bâle II et ses 2500 pages et maintenant Bâle III et ses dizaines de milliers de pages, on a enlevé aux banques la nécessité de porter un jugement et on l'a remplacé par des modèles sophistiqués.

Parfois, peu de chose sépare le bon risque du mauvais, comme l'illustre Sanjiv Goenka. «Le pire investissement que j'aie effectué, c'est mon refus d'avoir repris l'allemand Evonik (polymères). Sa valeur a explosé à 2 milliards d'euros et peut-être grimpera-t-elle dans deux ans à 3 milliards», selon l'entrepreneur indien Sanjiv Goenka.

Son meilleur investissement est le fruit d'une décision prise avec un sentiment positif alors que la rationalité invitait à s'en distancier. Malgré une analyse très défavorable d'une société d'électricité de Calcutta, alors en mauvais état, il l'a rachetée pour 2,5 millions de dollars. Elle en vaut 2,6 milliards actuellement et elle est la plus productive du pays. Il est vrai qu'il ne doit pas confronter son opinion à des investisseurs: «Souvent, lorsqu'un groupe entre en bourse, les exigences de prudence des investisseurs institutionnels amènent une entreprise à réduire sa propension au risque», ajoute-t-il.

Mais ne soyons pas hypocrites à l'égard du risque, souligne Martin Taylor. Pour lui, il s'agit d'une loi de la nature. Le risque n'appartient nullement au domaine éthique.

LE TEMPS © 2012 Le Temps SA